

positives et nous dise de quelle façon il comptait régler le problème du chômage chez nous. Je pense que c'est un problème qui n'est pas à négliger, puisque nous savons que dans les provinces de l'Atlantique, le pourcentage de chômage est de 4.3 p. 100; dans le Québec, de 4.4 p. 100; dans l'Ontario, de 2.5 p. 100; dans les Prairies, de 1.9 p. 100 et dans la Colombie-Britannique, de 4.5 p. 100.

Dans son budget, le ministre ne nous a donné aucune indication des solutions que le gouvernement envisageait pour s'attaquer à ce problème qui, à mon avis, sera encore plus crucial au cours de l'hiver prochain, parce que ce gouvernement, sans avertir les provinces ou les municipalités, a mis de côté le programme des travaux d'hiver que nous avions institué, alors que nous étions au pouvoir.

On préfère supprimer le programme, au lieu de donner du travail à nos gens en hiver. Même s'il y a eu des abus dans le passé, il y avait des gens qui gagnaient de l'argent au cours de l'hiver, qui pouvaient survivre, parce qu'ils pouvaient travailler. Mais, cet hiver, ces gens-là n'auront pas d'autre choix que d'avoir recours à l'assurance-chômage, à l'assistance sociale.

Monsieur l'Orateur, je ne crois pas que ce soit là la bonne façon pour le ministre de s'attaquer à ce problème en l'ignorant. S'il voulait supprimer les travaux d'hiver, le gouvernement n'avait simplement qu'à offrir aux provinces et aux municipalités une solution de rechange. Nous en avons demandé une au gouvernement et il n'a pas répondu à notre appel.

Monsieur l'Orateur, toutes ces raisons nous justifient amplement d'appuyer l'amendement proposé par l'honorable député d'Edmonton-Ouest, et j'espère que chez nos amis libéraux qui, au cours de la campagne électorale, se sont apitoyés sur le sort des pauvres gens, des chômeurs du Québec et des autres provinces, il se trouvera quelques députés pour se lever et appuyer notre amendement. C'est donc dire que le budget présenté par le ministre des Finances est un budget complètement inacceptable à l'ensemble de la population, surtout aux pauvres gens et que, évidemment, ce n'est pas de cette façon que le gouvernement et le ministre poseront les grands jalons afin d'établir les grands principes qui amèneront, au Canada, cette société juste dont a tant parlé le très honorable premier ministre, au cours de la campagne électorale.

M. Henri Latulippe (Compton): Monsieur l'Orateur, je suis heureux d'avoir l'occasion de dire, au nom du Ralliement créditiste, ce

que nous pensons de la présente administration, ce que nous pensons des administrations passées, ce que nous pensons des budgets «défoncés».

Depuis la fin de la guerre de 1939-1945, nous n'avons pas connu autre chose que des budgets «défoncés». Nous avons eu différentes administrations libérales et conservatrices et elles ont toutes été des administrations de budgets «défoncés». Elles ont augmenté les taxes, elles ont augmenté les impôts, ce qui a augmenté le coût de la vie et a conduit l'économie à un déséquilibre insupportable et presque impossible à corriger. Alors, il faut rétablir l'équilibre de cette économie et je crois qu'il n'y a personne au sein du gouvernement actuel qui ait des solutions à offrir.

L'honorable ministre des Finances (M. Benson) n'a pas de solution autre qu'augmenter les impôts, augmenter les taxes et augmenter le prix des services. Le prix des services augmente à tous les paliers de la société.

On plume les citoyens, on les vole, pour le dire directement, et les gouvernements peuvent plus facilement faire des emprunts que les particuliers. Les gouvernements peuvent emprunter de l'argent à des taux inférieurs à ceux que les particuliers doivent payer. Et parce que l'on permet ces augmentations du coût de la vie, les particuliers sont obligés d'emprunter de l'argent à des taux d'intérêt abominables, exorbitants, à des taux que je qualifierais de criminels pour la société, pour les particuliers et pour les familles.

Les budgets des gouvernements, à tous les paliers, annoncent des augmentations de taxes. C'est un mal universel. On appelle cela de l'austérité, ainsi que l'ont décrété la finance internationale et les dirigeants de tous les gouvernements valables.

Monsieur l'Orateur, personne ne se réjouit des augmentations de taxes. Au contraire, on rechigne dans son coin ou sur la place publique. Tout le monde grogne contre les taxes mais, drôle de contradiction, c'est une mentalité quasi générale que de croire qu'il faut absolument des taxes.

Monsieur l'Orateur, que ces messieurs qui prétendent qu'il faut des taxes se réjouissent, car le gouvernement vient, une fois de plus, de combler leurs vœux. C'est la faute des gouvernements, bien sûr, mais c'est aussi un peu notre faute; c'est la faute de chaque député, de chaque contribuable qui ne prend pas ses responsabilités. On prétend qu'il faut des taxes, mais il y en a plusieurs qui sont toujours prêts à faire retomber le fardeau de leurs taxes sur le dos des autres. Il y en a